



Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

République Démocratique du Congo (RDC)

RAPPORT NARRATIF SEMESTRIEL/ANNUEL
PERIODE DU RAPPORT : JOUR/MOIS/ANNEE - JOUR/MOIS/ANNEE

Titre du Projet : Numéro de référence du projet au MPTF :	Province : Zone prioritaire ISSSS : Pilier(s) ISSSS : (Dialogue Démocratique/ Sécurité/ RSA/ RRR/FPS)
Entités participantes de l'ONU Liste des entités ayant perçu des fonds directement du Bureau MPTF dans le cadre du Projet :	Partenaires d'exécution
Budget total du Programme (en US\$) Budget pour le partenaire d'exécution : Budget pour l'agent de gestion 8% (PNUNOs) :	Durée du Programme Durée totale : (<i>en mois</i>) Date de démarrage : (<i>jour/mois/année</i>) Date de fin : (<i>jour/mois/année</i>)
Contact projet: Lead Manager: Picha BUSANGU/ pbusangu@iom.int Lead M&E Officer: Caroline BORA/ cbora@iom.int	Rapport soumis par Nom : Fabien SAMBUSSY Titre : Chef de Mission Organisation participante (« lead ») : Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) Adresse e-mail : fsambussy@iom.int

	Indicateur Type	Indicateur	Réalisation semestrielle				Cible	% atteint Cumulatif	Source of Vérification	Comment
			I	II	III	IV				
GOAL – Résultat global			I	II	III	IV				
OS1: Les populations dans l'est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les principaux conflits violents dans la zone prioritaire de stabilisation	PMO	Nombre de conflits abordés pendant le projet			5	6	20	55%	Rapport d'activité et la fiche de compilation	xxx
	PMO	# de conflits identifiés dans le cadre du projet	40			2	50	84%	Rapport de Recherche	Conflit autour d'un espace des jeux à Nzenga opposant l'Eglise catholique aux jeunes de la communauté, et enfin le conflit identitaire de Magogo et Mentale
	PMO	# de conflits priorités dans le cadre du projet			14	2	10	160%	Rapports de différentes séances de Restitutions	xxxx Cet écart est le fait que les communautés avaient identifiés d'autres conflits qu'ils avaient jugés prioritaires.
	PMO	% des bénéficiaires (parties au conflit) qui attestent que les conflits identifiés de manière conjointe ont été transformés grâce aux interventions du projet				52%	60%	87 %	Rapport d'évaluation des GDP	XXX Lors de notre évaluation de 4 GDP, nous avons constaté qu'il y a même d'autres petits conflits non renseignés qui ont été abordés, soit au total 21, parmi lesquels 11

										conflits représentant 52% ont été résolus, c-à-d transformés.
	1.1_i	1.1_i (ex 1.1.1_i). Nombre de plans d'action conjoints "inclusifs" et "sensibles au genre" approuvés (solutions concrètes) (ventilé par sous-zone prioritaire)			5		5	100%	Compilation DC27 Plan d'Action Conjoint Trim-III 2019	5 plans d'action conjoints ont été élaborés par le GDP et approuvés. Ce plan sont inclusifs et sensibles au genre ; 2 plans ont été élaborés et approuvés en zone prioritaire I et 3 autres plans en zone prioritaire II.
	1.1.1_i Questions : 55 et 56	1.1.1_i (ex 1.1_iii). % d'hommes et de femmes affirmant que les projets de consolidation de la paix sont "très bons" ou "extrêmement bons" pour adresser les problèmes les plus pertinents de leur zone (ventilé par sexe et sous-zone prioritaire)					80%	59%	Rapport Baseline Consortium	
	1_i	1_i Niveau de mise en œuvre des plans d'action (solutions concrètes)				33%	70%	47.5%	Fiche 08 - Suivi d'engagement des plateformes de dialogue	13 plans d'action mise en œuvre sur les PIP et sur le conflit de Magogo et Metale, et enfin 5 autres sur l'analyse de contexte sécuritaire non réalisés.
Résultat Spécifique 1			I	II	III	IV				
<i>Résultat 1.1 Des cadres inclusifs de dialogue et de concertation</i>	1.2.1_i-n	1.2.1_i-n. Nombre de plateformes de dialogue "opérationnels" dans les zones prioritaires			5		5	100%	PV de mise en place	xxxx
	PMO	Niveau d'utilisation des plateformes de dialogue pour résoudre les conflits				70%	70%	100%	Fiche 08 - Suivi d'engagement	La mise en œuvre de cette plateforme est évaluée à 100%, 35

<i>pour l'identification des défis et priorités des communautés sont opérationnels et des solutions inclusives et participatives sont mises en place</i>								des plateformes de dialogue	dialogues organisés sur les 40 prévus depuis le début du projet.	
	1.2.1_i-b	1.2.1_i-b. Espace sûr : Mesure dans laquelle les participant(e)s1) dans les plateformes de dialogue se sentent à même d'exprimer leurs points de vue sans peur de critiques ou représailles (noté sur 5)				73,62 %	70%	105%	DC15	SSU
	1.2.1_i-c	1.2.1_i-c. Apprentissage : Mesure dans laquelle les points de vue participant(e)s1) sur les questions traitées dans les plateformes de dialogue ont changé après avoir entendu/cherché à comprendre d'autres points de vue (noté sur 5)				53,70 %	70%	76,7 %	DC15	SSU
	1.2.1_i-d	1.2.1_i-d. Bonne foi : Mesure dans laquelle les participant(e)s1) perçoivent le processus de dialogue comme étant mené de bonne foi (c.-à-d. que tous les participants font preuve d'intégrité en partageant leurs connaissances et attitudes, espoirs/agendas vis-à-vis du processus) (noté sur 5)				42,51 %	60%	70,85 %	DC15	SSU
	1.2.1_i-e	1.2.1_i (e). Habilitation : Mesure dans laquelle les participant(e)s1) sont habilités à participer aux processus démocratiques liés à la stabilisation (évalué par rapport aux trois dimensions de l'habilitation politique : conscience (les participants sont capables de décrire précisément les processus de stabilisation qu'ils supervisent et les parties prenantes impliquées dans une réponse descriptive) ; assurance et compétence (fréquence à laquelle les participants adressent directement les acteurs étatiques/élus sur la				49,16 %	70%	70,2 %	DC15	SSU

		stabilisation et n'ont pas d'inquiétude à demander que des questions soient soulevées 80% pour leur compte) ; efficacité et durabilité (là où des acteurs élus/étatiques ne prennent pas leurs responsabilités, mesure dans laquelle les participants sont à l'aise pour le signaler).								
	1.2.1_i-a	1.2.1_i-a. Inclusivité : Représentation équilibrée (jugée appropriée) dans la composition des plateformes de dialogue (c.-à-d. est-ce que les hommes, femmes, jeunes, différents groupes ethniques et ceux ayant une vision opposée des questions de stabilisation sont représentés)				71,48 %	80%	89,35 %	DC15	SSU
Produit 1.1			I	II	III	IV				
<i>Produit 1.1.1 La connaissance des facteurs de division et de cohésion sociale est accrue parmi les parties prenantes</i>	PMO	Nombre de femmes et d'hommes qui participent dans le RAP (Recherche Action Participative)		681			640	106%	Rapport de la RAP	Parmi 681 acteurs ayant participé à la RAP, on compte 402 hommes, 279 femmes pour les zones prioritaires 1 et 2
	PMO	Un autoportrait de la conflictualité dans les collectivités de Ruwenzori, Beni et Watalinga et produit.		1	1		2	100%	Film Documentaire sur les types de conflit	Un rapport de la RAP a été produit et une Vidéo qui requiert les témoignages de communautés a été produite. Ces deux outils couvrent les analyses sur les dynamiques des conflits et violences dans les zones prioritaires I et II
Produit 1.2			I	II	III	IV				

<i>Produit 1.1.2 Les priorités de la population pour améliorer la situation socio-sécuritaire sont connus par les parties prenants</i>	1.1.1_ii	Acteurs clefs de la stabilisation déclarent leur soutien et leur confiance envers la stratégie de stabilisation et de sécurité (priorisation des points d'entrées ressortissants de la recherche) dans leur localité					70%			
	PMO	Nombre d'hommes et de femmes représentatifs des différentes sensibilités des collectivités visées qui valident l'autoportrait			170		180	94%	Rapport de restitution	
	PMO	# de sessions organisées (et # de participants)			4		4	100%	Rapport des séances des restitutions recherche Action Participative	Les 4 séances de restitutions des résultats de la RAP et de la table ronde ont été réalisées. A Bingo, à Bulongo et à Nobili. 171 acteurs ont participé dont 59 femmes
Produit 1.3			I	II	III	IV				
<i>Produit 1.1.3 Le dialogue est amorcé</i>	PMO	Niveau d'engagement des membres des plateformes de dialogue dans le processus d'identification et de mise en œuvre des solutions			70%		70%	100%		
	PMO	Nombre de conflits référés aux GDP par les communautés.			19	4	50	46%		
Produit 1.4			I	II	III	IV				
<i>Produit 1.1.4 La capacité à mener un</i>	PMO	% d'hommes et de femmes formées qui connaissent les principes clés de la facilitation de dialogue inclusif et participatif pour la paix		40%			80%	50%	Rapport de formation des facilitateurs	50% d'hommes et 50% des femmes

<i>dialogue inclusif et participatif est accrue parmi les parties prenantes</i>	PMO	Nombre d'hommes et de femmes formées dans la facilitation de dialogue inclusif et participatif pour la paix		10			30	33%	Rapport de formation des facilitateurs	Sur les 10 facilitateurs, 5 hommes et 5 femmes
	PMO	% des bénéficiaires formés qui attestent que la connaissance reçue leur soit utile dans leur tâche de facilitation du dialogue		60%			60%	100%	Rapport des formations des facilitateurs (cfr attentes des participants)	
Résultat Spécifique 1.2			I	II	III	IV				
<i>Résultat 1.2 Des relations positives sont construites au niveau local à travers le renforcement de la confiance et la collaboration entre les communautés, les autorités (locales et provinciales) et les autres parties prenantes.</i>	PMO Questions: 42-49	Score amélioré dans l'index de proximité sociale (fréquence d'interaction, qualité d'interaction, niveau de confiance, etc.)					9	6.7 5.9 4.5	Rapport Baseline Consortium	Le niveau sera évalué à lors de la Endline
	PMO	Nombre de recommandations sur lesquelles les autorités réagissent par des déclarations ou des actions concrètes			1	3	6	67%	Rapport de plaidoyer	
	PMO	Nombre de déclarations d'autorités faisant référence aux priorités ressortissants des processus de recherche et de dialogue				3	5	60 %	Rapport de plaidoyer	
	PMO	% des autorités sensibilisées à travers les plaidoyers qui participent et ont mis en œuvre des plans d'action conjoint				70 %	70%	100%	Rapport de plaidoyer	XX
Produit 1.2			I	II	III	IV				

<i>Produit 1.2.2 La confiance entre les parties prenantes dans les zones conflictuel est renforcée</i>	PMO Questions : 50-51	% de la population disent que les actions des responsables politiques visent à répondre aux priorités de la population					70%	23%	Rapport Baseline Consortium	
	PMO	% des membres des plateformes de dialogue qu'ils peuvent collectivement engager les dirigeants à propos de leurs préoccupations					60%			
	PMO Question : 52	% des individus qui croient qu'il serait bon de connaître et de comprendre les perspectives de groupes différents de leur propre groupe					70%		Rapport Baseline Consortium	Cet indicateur sera collecté lors de la mise en œuvre et confirmé dans la collecte Endline
Résultat 1.3			I	II	III	IV				
<i>Résultat 1.3: Les interventions de stabilisation sont conçues, harmonisées et coordonnées sur base des résultats du dialogue.</i>	PMO Questions : 53-54	% d'hommes et de femmes affirmant que les projets à base communautaire sont "bons" ou "très bons" pour adresser les problèmes les plus pertinents pour leur zone					80%	55%	Rapport Baseline Consortium	
Produit 1.3			I	II	III	IV				
<i>Produit 1.3.1: les plans locaux de paix et de développeme</i>	PMO	Nombre de plans locaux de paix et de développement (PLPD) validés				2	3	67 %	Copie validée de plan et PV de validation	Les 2 plans sont déjà actualisés et validés. Le 3eme PLPD sera validé par un autre partenaire de stabilisation (PNUD)

	4_ii Question : 37	% des ménages dépendant d'activités traditionnelles en tant que principales activités économique (agriculture, pêche, élevage) dans la ZP					90%	80%	Rapport Baseline Consortium	Il a été démontré lors de la collecte Baseline que 80% de la population dans nos zones prioritaire vivent de l'activité traditionnelle en tant que principale source économique
Resultat 2.1			I	II	III	IV				
<i>Résultat 2.1 : La performance des fournisseurs de services fonciers est améliorée dans la Zone Prioritaire</i>	4.1.2-n	Mesure dans laquelle a) disponibilité, b) conscience, c) qualité des services pour les bénéficiaires changent avec le temps								
	4.1.2_i Questions : 59-66	Disponibilité					95%	87%	Rapport Baseline Consortium	% Baseline
	4.1.2_ii Questions : 59-66	Conscience					60%	45%	Rapport Baseline Consortium	% Baseline
	4.1.2_iii Questions : 59-66	Qualité					50%	25%	Rapport Baseline Consortium	% Baseline
	PMO Question : 58	% des interviewes déclarent avoir de la confiance dans les services fonciers de l'Etat pour accéder à la terre.					50%	35%	Rapport Baseline Consortium	

Produit 2.1.1			I	II	III	IV				
Produit .2.1.1 : Les connaissances techniques de l'administration foncière sont renforcées	PMO	Nombre de formations organisées (désagrègées par thème et bénéficiaires)	2		3	3	12	66,6%	Rapport de formation	4 Formations organisées dont 3 sur la collecte et le traitement des données géo spatiales et 1 sur la transparence dans le secteur foncier Au total, 42 participants parmi lesquels 25 hommes adultes, 4 femmes adultes, 9 jeunes hommes et 4 jeunes femmes). 2 formations en faveur des CLPD sur la loi foncière et les techniques de médiation 2 Formations pour les staffs de l'UCBC au début du projet sur la médiation et les outils de gestion foncière. Au total, 9 personnes dont 3 femmes.
	PMO	% des participants ayant obtenu 60% ou plus dans les tests post-formations	100 %		100 %	64%	70%	100 %	Rapport de formation	
Produit 2.1.2			I	II	III	IV				
Produit .2.1.2 : Un système de gestion	PMO	Disponibilité du système de gestion d'information (STDM)			1		1	100%	Base des données du STDM	

d'information foncière, coutumière et de l'administration foncière est mise en place dans la ZP	PMO	Nombre de kits dotés à l'administration foncière (AF)			1		1	100%	Fiche de distribution	
Produit.2.1.3 : Un plan cadastral rural des terres / concessions opérationnel	PMO	Disponibilité d'un plan cadastral validé					3		Carte du plan	
Produit 2.1.4			I	II	III	IV				
Produit .2.1.4 : Le plan d'usage des terres pour la sécurisation foncière est approuvé	PMO	# de participants (désagrège par secteur et sexe) a l'atelier de planification					60			
	PMO	# et % des terres individuelles (parcelles) numérisés et enregistrés dans le système d'information foncière					1500			
	PMO	Disponibilité d'une carte visualisant les limites du parc Virunga qui a été validée par les parties prenantes					1			
Produit .2.1.5			I	II	III	IV				

<i>Produit 2.1.5 : Un comité inclusif d'appui à l'administration foncière dans la mise en œuvre des activités de sécurisation foncière est mise en place</i>	PMO	Etude de base sur les conflits fonciers et acteurs intervenant dans la résolution des conflits est disponible		1			1	100%	Rapport de l'étude de base	
	PMO	# de cas de conflits identifiés et documentés par les CLPD		11	11		60	37%	Rapport d'activité, base des données des conflits fonciers publication scientifique	
	PMO	# de CLPD appuyé par UCBC (formation, manuel de médiation, émissions radio)			4	1	5	100%	MoU avec les CLPD, rapport des formations	1 formation organisée à Oicha en semestre 4 et les 4 autres en semestre 3 à Mbau, Watalinga, Mutwanga et Kasindi
	3.2.1_i	Nombre de mécanismes de supervision sectoriels ou de plateformes sectorielles fonctionnant dans les zones prioritaires					9		Rapport de supervision	
	3.2.1_i - a	Inclusivité : représentation équilibrée (jugée appropriée) dans la composition des mécanismes de supervision/plateformes de dialogue (c.-à-d. est-ce que les hommes, femmes, jeunes, différents groupes ethniques et ceux ayant une vision opposée des questions de stabilisation sont représentés)				71,48 %	70%	102 %	DC 15	SSU
	3.2.1_i - b	Espace sécurisé : Mesure dans laquelle les participant(e)s1) dans les mécanismes de supervision/plateformes de dialogue se sentent à même d'exprimer leurs points de vue sans peur de critiques ou représailles				73,62 %	70%	105 %	DC 15	SSU

	3.2.1_i - c	Apprentissage : Mesure dans laquelle les points de vue participant(e)s1) sur les questions traitées dans les plateformes de dialogue ont changé après avoir entendu/cherché à comprendre d'autres points de vue ;				53,70 %	70%	76,7%	DC 15	SSU
	3.2.1_i-d	Bonne foi : Mesure dans laquelle les participant(e)s1) perçoivent le processus de dialogue comme étant mené de bonne foi (c.-à-d. que tous les participants font preuve d'intégrité en partageant leurs connaissances et attitudes, espoirs/agendas vis-à-vis du processus)					70%		DC 15	SSU
	3.2.1_i - e	Habilitation: Mesure dans laquelle les participant(e)s1) sont habilités à participer aux processus démocratiques liés à la stabilisation (évalué par rapport aux trois dimensions de l'habilitation politique : conscience (les participants sont capables de décrire précisément les processus de stabilisation qu'ils supervisent et les parties prenantes impliquées dans une réponse descriptive) ; assurance et compétence (fréquence à laquelle les participants adressent directement les acteurs étatiques/élus sur la stabilisation et n'ont pas d'inquiétude à demander que des questions soient soulevées pour leur compte) ; effectivité et durabilité (là où des acteurs élus/étatiques ne prennent pas leurs responsabilités, mesure dans laquelle les participants sont à l'aise pour le signaler)				49,16 %	70%	70,2 %	DC 15	SSU
Resultat 2.2.			I	II	III	IV				

<i>Résultat 2.2. L'accès aux marchés, au crédit et à l'emploi rémunéré est maintenu et accru</i>	4.1.1_i	4.1.1_i: Subventions moyennes par bénéficiaire (ventilé par sexe et âge)			115 \$	206\$	229 \$	140%	DC-12	La moyenne de subvention des agriculteurs, éleveurs, pisciculteur et jeunes donne S3+S4 = 321 par rapport à la cible. Au total, 2530 personnes ont bénéficié des subventions dont 1.565 femmes et 965 hommes.
	4.2.1_iv	4.2.1_iv: % d'hommes et de femmes indiquant qu'ils ont un "bon" ou "très bon" accès aux marchés					80%			Endline
	4.2.5_i Question: 16	4.2.5_i: % d'hommes et femmes déclarant avoir un emploi rémunéré pour une durée d'au moins une semaine au cours des 3 derniers mois					80%	16%	Rapport Baseline Consortium	
	4.2.3_i Question: 67	4.2.3_i: % d'hommes et femmes indiquant avoir accès au crédit, si nécessaire					70%	22%	Rapport Baseline Consortium	
	4.1_ii	4.1_ii: Nombre d'hommes et femmes (jeunes filles et jeunes hommes si pertinent) participant aux mécanismes/activités de revenus à court terme soutenus par les interventions de l'ISSSS		22 30		300	2604	97%	DC-12	Sur les 2530 bénéficiaires, 1.565 femmes et 965 hommes participent aux mécanismes de revenus à courts terme soutenus par les interventions de I4S

	PMO	% des bénéficiaires ayant amélioré leur revenu grâce à l'appui du projet				75%	80%	60%	Fiches de suivi et collecte de données agricoles et élevage	Le 75% de bénéficiaire est répartis comme suit : 50% représentent ceux de la filière agricole, 25% de la filière élevage	
	PMO	% des jeunes formés qui déclarent avoir un emploi rémunéré dans leur domaine d'apprentissage au cours des trois derniers mois					60%			Cette donnée sera disponible au prochain semestre étant donné que les formations sont encore en cours	
Produit .2.2.1			I	II	III	IV					
<i>Produit .2.2.1 : Les associations agricoles sont opérationnelles</i>	PMO	Nombre d'associations mises en place		23		3	25	104%	Liste des associations mise en place, PV de validation des associations mise en place	3 APA de watalinga viennent d'être opérationnelles	
	PMO	% des agriculteurs qui ont utilisé les services financiers disponibles (crédit, épargne) pendant la saison des récoltes				67%	80%	83,75%	Listes de membres des AVEC, Fiche de suivi de rotation de crédit de membres des AVEC,	67% des agriculteurs sont membres d'AVEC et bénéficie déjà de crédit	

								Rapport Trimestriel de suivi des AVEC	
PMO	# des associations agricoles fonctionnelles/ cad ayant un comité directeur, un ROI et mettent en œuvres des activités à caractère agricole avec l'appui du projet		23		3	25	104%	Fiche d'évaluation technique et organisationnel le des associations, copie de ROI et liste de membres des associations	
PMO	% des associations d'affaires agricoles légalement organisées		92 %		12%	80%	104%	Fiche d'évaluation technique et organisationnel le des associations	
PMO	# des membres des associations agricoles formés dans l'approche champs écoles paysans et la gestion des affaires agricoles		10 50		32	1225	88%	Liste de participant ou liste de présence aux ateliers et le brevet de fin de cycle de formation, Rapport de formation	60 membres des associations agricoles du secteur Beni –Mbau et Ruwenzori ont bénéficié d'une formation des formateurs au S2 et 990 autres membres ont participé à la restitution pratique. Ce qui fait 1.050 membres. Au S4, 32 membres des associations de

								Watalinga ont été formés.		
Produit 2.2.2		I	II	III	IV					
<i>Produit .2.2.2 : La chaîne de valeur agricole est mise en place</i>	PMO	# de membres des coopératives dotées des kits de démarrage			1801	150	1625	120%	Fiche de distributions et liste des membres par associations et filières	Ce sont des APA et non les coopératives qui ont bénéficié des kits de démarrage
	PMO	# de producteurs formés en genre et l'accès au marché			93	32	80	156%	Rapport de Formation, Liste de participant	
	PMO	# de bénéficiaires ayant reçu des lapins			315	100	400	104%	Distributions et liste des membres par associations	
	PMO	# de chaînes de valeurs mise en place	7				7	100%	Liste de chaîne de valeur mise en place par filière	Les 7 chaînes de valeur retenues sont : Haricot, Mais, Riz, les Cultures maraichères, Shia (Salvia Hispanisa sp), l'élevage et la Pisciculture
	PMO	Quantité de produits vendus (en kg)			1.783.401 kg	2.132.500 kg	1.000.000 kg	195%	Fiche de suivi et collecte de données agricoles	

	Indicateur Type	Indicateur	Réalisation semestrielle				Cible	% atteint Cumulatif	Source of Vérification	Comment
			I	II	III	IV				
Produit.2.2.3			I	II	III	IV				
Produit.2.2.3 : les activités professionnelles des jeunes sont mise en œuvre	PMO	# de jeunes (filles et garçons) inscrits au programme de formation professionnelle		357		75	429	100,6%	Base de données de jeunes bénéficiaires inscrits aux formations professionnelles	432 Jeunes dont 242 Filles et 190 Garçons ont été identifiés et sont inscrit au programme de formation professionnelle.
	PMO	% de jeunes (filles et garçons) qui ont parachevé le curriculum d'une formation professionnelle bien déterminée et qui la mettent en pratique					70%		Rapport de suivi de formation et brevet	
	PMO	Nombre des jeunes affectés par filière économique à la fin de la formation					429			
Produit .2.2.4			I	II	III	IV				
Produit .2.2.4 : La qualité des services techniques de l'Etat en charge des mines et autres parties prenantes est améliorée	PMO	Nombre de formation de renforcement de capacité des services techniques et comité territorial de suivi des activités minières				2	4	50%	Rapport et liste de présence de participant à la formation	xx
	PMO	Nombre de personnes formées (services techniques de mines et comité de suivi) sur les mécanismes de traçabilité et de certification des minerais.				34	40	85%	Rapport et liste de présence de formations	34 personnes ont été formés dont 2 femmes : Les formations étaient en faveur des 13 agents des Mines et 21 membres du

										comité local de suivi.
	PMO	% de niveau de connaissance sur les mécanismes de traçabilité et de certification des minerais augmente parmi les personnes formées.				27.3%	60%	45.5%	Pré et post-test réalisés lors des formations.	
	PMO	Comité territorial de suivi et opérationnel				1	1	100%	Procès-verbal d'installation et listes des présence ;	
	PMO	% d'orpailleurs artisanaux qui estime que le comité territorial de suivi des activités minières fait réellement son travail					60%			
Produit .2.2.5			I	II	III	IV				
Produit .2.2.5 : Une chaîne d'approvisionnement pilote de traçabilité de l'or (exploitation artisanale) est mise en place dans la zone du projet	PMO	Nombre de services techniques de mines identifié et fonctionnant dans la zone		4			4	100%	Rapport d'étude base	Ces services sont : CEEC, SAEMAPE, DIVIMINES et la Police des Mines
	PMO	# d'incidents sécuritaires rapportés dans les sites miniers sélectionnés					30			
	PMO	Nombre de formation de renforcement de capacité des artisans minier sur le fonctionnement du secteur minière et des coopératives minières					1			
	PMO	# d'artisans miniers formés sur le fonctionnement du secteur minier et des coopératives minières					40			

	PMO	% de niveau de connaissance des artisans miniers sur le fonctionnement du secteur minier et des coopératives minières					60%			
	PMO	# de coopératives minières créées					6			Les résultats de l'étude de base menée par le projet en 2019 ont montré qu'il existe déjà des coopératives minières dans la Zone. De ce fait, le projet va uniquement appuyer ces coopératives existantes en renforcement des capacités
	PMO	# de coopératives minières renforcées					6			
	PMO	Nombre de sites miniers d'or artisanal qualifiés et validés				17	6	283 %		17 sites validés sur 6 sites prévus. En attente de la signature de l'arrêté sur la validation des sites miniers en secteur de Beni Mbau
Produit 2.2.6			I	II	III	IV				
Produit 2.2.6 : Les AGR	4.2.4_i	4.2.4_i: Nombre de formations courtes/longues tenues			2		3	67%		Sur les 2 formations tenues, 1 formation

sont opérationnell es										courte tenue en faveur des partenaires et 1 autre formation longue tenue dans les zones de retour en faveur des bénéficiaires. Il reste 1 formation longue dans les villages autour des sites miniers en faveur des bénéficiaires
	PMO	# de bénéficiaires directes des AGR du projet. (Désagrégé par catégorie de bénéficiaire)			427	203	630	100%		Sur 630 bénéficiaires, 515 sont des ménages retournés et 115 sont des ménages vulnérables
	PMO	# de bénéficiaires directes des AGR autour de sites miniers. (Désagrégé par catégorie de bénéficiaire)				115	90	128%		Sur 90 bénéficiaires prévus, 115 ont été identifiés autour de sites miniers. Les 115 sont des ménages vulnérables
	PMO	# de bénéficiaires directes des AGR autour des zones de retour. (Désagrégé par catégorie de bénéficiaire)			427	88	540	95%		Sur 540 bénéficiaires prévus, 515 ont été identifiés dans les zones de retour. Les

										515 sont des ménages retournés
	4.1.3_iii(4.1.2_iii)	Mesure dans laquelle hommes et femmes (jeunes filles et jeunes hommes si pertinent) dans les groupes à risque déclarent qu'un soutien de qualité a été fourni					80%			SSU
	PMO	% moyenne d'augmentation de revenu des bénéficiaires d'ARG du Programme.					60%			
	PMO	# d'associations créées et appuyés par le Projet			45	13	60	97%	Base des données des associations	58 associations créées dont 46 dans les zones de retour et 12 autour des sites miniers

	Indicateur Type	Indicateur	Réalisation semestrielle				Cible	% atteint Cumulatif	Source of Vérification	Comment
			I	II	III	IV				
GOAL – Résultat global			I	II	III	IV				
OS 3 : Reddition de comptes (à travers des mécanismes) des institutions étatiques améliorées envers les femmes, jeunes femmes,	3_i (territoire) Question: 70	% d'hommes et femmes qui croient que le gouvernement gère les différents points suivants "bien" ou "très bien" : a) l'établissement de la paix ; b) réduction de la pauvreté c) augmentation de l'emploi; d) combat contre la corruption; e) l'unification des différents groupes ethniques; f) l'amélioration de la vie des Congolais; g) l'assurance de la sécurité; h) le combat contre les violences sexuelles; i) l'amélioration de la vie de tous les jours (ventilé par sexe et sous-zone prioritaire).					70%	a) 16%, b) 5%, c) 3%, d) 5%, e) 25%; f)5% g) 14%; h) 41%; i) 7%	Rapport Baseline Consortium	Une moyenne de 13% des hommes et des femmes croient que le gouvernement gère leur différent selon les échelles d'évaluation établie lors de la collecte des données Baseline dans nos zones prioritaire

jeunes hommes et hommes des communautés	3.2_ii	3.2_ii: Nbre/% d'autorités des ETD/provinciales impliquées activement dans la planification et la supervision des activités sous le Pilier 1 ("implication active" évaluée selon des critères prédéfinis)					66%	0%		aucune autorité n'est impliquée dans la planification et la supervision des activités sous le pilier 1 plutôt elles ne sont que des invités aux activités
	3.2_i Question: 71	% d'hommes et femmes indiquant que les autorités locales (chef de quartier / village) représente "bien" ou "très bien" les intérêts de la population					50%	16%	Rapport Baseline Consortium	
Résultat Spécifique 3.1			I	II	III	IV				
<i>Resultat 3.1 : Les expériences locales sont prises en compte au niveau provincial afin d'en assurer la durabilité</i>	3.3.3_i	Nombre d'engagements (y compris briefings, présentations, réunions (in)formelles, pièces justificatives écrites fournies, etc.) avec les leaders nationaux pertinents pris par l'UAS/les PMO dans lesquels les leçons apprises sont communiquées			2	3	10	50%	Rapport de briefings ou de réunion	
	3.3.4_i Question: 72	% d'hommes et femmes "d'accord" ou "totalement d'accord" avec l'affirmation : "les ETD représentent bien ou très bien les intérêts de la population" (indicateur à confirmer)					70%	31%	Rapport Baseline Consortium	
Produit 3.1.1			I	II	III	IV				
<i>Produit 3.1.1: Renforcement des structures au niveau provincial</i>	PMO	% des participants avec une connaissance accrue en terme de leadership, transformation des conflits et médiation					60%		Rapport de formation	

Produit 3.1.2			I	II	III	IV					
Produit 3.1.2: Amélioration de la collaboration entre les structures provinciales et les services étatiques au niveau local	PMO	% des participants déclarant avoir positivement engagé l'un avec l'autre (CLDP, CPDG, CPAP)					70%				
	PMO	% participants qui confirment que les réunions et tables rondes sont des espaces ouverts et inclusifs pour discuter des issues pertinentes					60%				
	PMO	# de participants (désagréé par différents groupes: CLPD, CPDG, CPAP etc)			402		280	144%	Rapport d'activités, liste de présences	Il s'agit des 188 dont 47 femmes membres de CLPD, CPDG de la sous Zone prioritaire I; Mangina, Mbau et Oicha, et 214 membres dont 53 femmes de CLPD et CPDG de Zone prioritaire II, Lume, Bulongo et Watalinga.	
Resultat 3.2			I	II	III	IV					
Résultat 3.2: les rôles et responsabilités des services étatiques (PNC et ETD) sont compris, acceptés et mis en oeuvre	3.2.2_ii Question: 73	% d'hommes et femmes trouvant "très" ou "extrêmement" acceptable de payer des taxes officielles (i.e., "vraies taxes", pas des "taxes inventées")					80%	63%	Rapport Baseline Consortium	% Baseline	
	3.2.3_i Question: 74	% d'hommes et femmes "d'accord" avec les affirmations suivantes sur la corruption dans le système judiciaire: - "Les acteurs de la justice sont corrompus"					50%	72%	Rapport Baseline Consortium	% Baseline	
	3.2.3_ii	3.2.3_ii. Mesure dans laquelle les connaissances, attitudes et perceptions des agents étatiques (hommes et femmes) impliqués/ciblés par la programmation de					60%	98%	Pré et post test	Cet indicateur est la sommation de tous les participants à la formation PNC, ETD,	

		l'ISSSS changent par rapport à leurs devoirs formels (ventilé par secteur, type d'agent étatique et sous-zone prioritaire)								CLPD et CPDG qui ont améliorés leur connaissance. En zone prioritaire I, nous avons 21% hommes et 9 % femmes et en zone prioritaire II, nous avons 54% hommes et 14% des femmes. le niveau semble être plus élever parce que les participants ont déjà bénéficié de plusieurs formations sur les thématiques données.
Produit 3.2.1			I	II	III	IV				
Produit 3.2.1: les agents de l'état et les autorités coutumières ont des meilleures connaissances sur leurs rôles et responsabilités	PMO	% des participants (agents de l'état et autorités coutumières) avec une connaissance accrue sur leurs rôles et responsabilités			66 %		60%	110%	Rapport Formation et pré et post test. Disponible	Ces données représente le niveau de connaissance des agents de l'état et les autorités sur leurs rôles, pour la zone prioritaire I, 13% hommes et 7% de femmes ont une bonne connaissance sur leur responsabilité et 37 hommes et 9 femmes dans la zone prioritaires II.
Produit 3.2.2			I	II	III	IV				

Produit 3.2.2: Les communautés ont accès à l'information sur les services étatiques et ont l'opportunité de demander des comptes	PMO Question: 78	% des femmes et hommes déclarant avoir un 'bon' ou 'très bon' accès aux informations sur le rôle des services étatiques					50%	20%	Rapport Baseline Consortium	% Baseline
	PMO Question: 85	% des femmes et hommes qui indique qu'ils sont 'satisfait' ou 'très satisfait' avec le système qui leur permet de demander des comptes aux services étatiques					70%	49%	Rapport Baseline Consortium	% Baseline
Produit 3.2.3			I	II	III	IV				
Produit 3.2.3: Les acteurs de sécurité améliorent leur contribution aux mécanismes locaux d'éveil et d'alerte précoce (Early Warning)	PMO	% de participants avec une connaissance accrue des mécanismes locaux d'éveil et d'alerte précoce					70%		Rapport d'activité	
	PMO Question: 87	% d'interviewes déclaré connaître les mécanismes locaux d'éveil					60%	25%	Rapport Baseline Consortium	
	PMO Question: 88	% d'hommes et femmes qui affirment que le système de sécurité et d'alerte est efficace					65%	45%	Rapport Baseline Consortium	
Produit 3.2.4			I	II	III	IV				
Produit 3.2.4: Des plans locaux de sécurité sont opérationnels	3.2.1_i-n	3.2.1_i-n. Nbre de mécanismes de supervision/plateformes sectoriels fonctionnant dans les zones prioritaires		14			8	175%	Rapport de supervision	Cet indicateur représente 7 ETDs, qui sont considérées comme les plateformes dans lesquelles on retrouve les 7 CLPD et 7 CLSP (14 structures de base) par zone

										prioritaire. Dans la Zone 1, nous avons 3 ETDs et 4 pour la Zones prioritaires II.
3.2.1_i-a	3.2.1_i-a. Inclusivité				71,48 %	50%	142,9 %			SSU
3.2.1_i-b	3.2.1_i-b. Espace sécurisé				66,36 %	60%	110,6 %			SSU
3.2.1_i-c	3.2.1_i-c. Apprentissage				62,08 %	50%	124,16 %			SSU
3.2.1_i-d	3.2.1_i-d. Bonne foi				42,51 %	55%	77,2 %			SSU
3.2.1_i-e	3.2.1_i-e. Habilitation				49,16 %	60%	81,9 %			SSU
3.2.1_ii	3.2.1_ii Nombre de plans d'action conjoints sectoriels "inclusifs" et "sensibles au genre" approuvés (ventilé par sous-zone prioritaire)			13		6	217 %	Document de PLS et PLD, PV de CPLD		7 Plans Locaux de sécurité et de Proximité et 6 Plans Locaux de paix et de développement. Zone prioritaire I : 3 PLSP et 3 PLPD dont Mangina, Mbau et Oicha et dans la Zone prioritaire II : 4 PLSP dont Ruwenzori, Lume, Bulongo et Watalinga ainsi que 3 PLPD dont

